

N° 342 - Du 29 Octobre au 11 Novembre 1954

"PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"

BI-MENSUEL - 20 FRANCS

La leçon anglaise

CINQUANTE MILLE dockers anglais sont engagés dans une très dure bataille. Contre eux sont ligés, le gouvernement « tory », les leaders de la droite du Labour Party, la direction des Trade-Unions, avec à sa tête Mr Deakin. Et les dockers tiennent, résistent à cette formidable coalition. Ce sont les prolétaires qui tremblent, qui ont peur. Comment peuvent-ils résister, comment peuvent-ils faire trembler tous ces grands personnages ? La force des dockers anglais est la même qui anima les grévistes d'Allemagne occidentale en août dernier, les prolétaires français en août 53, les travailleurs de l'Allemagne de l'Est en juin 53. La lutte des dockers anglais n'est pas une simple grève. Elle fait partie du grand combat que les travailleurs d'Europe, en écho aux luttes des peuples coloniaux d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique du Sud, ont engagé contre ceux qui les exploitent, qui mènent le monde à une nouvelle catastrophe. Là est la source de la combativité des dockers anglais. C'est parce qu'ils savent ce qui anime les dockers que « tories », dirigeants du Labour Party et des Trade-Unions, tremblent.

Tout comme les travailleurs de France et d'Allemagne, les travailleurs anglais voient — grâce aux dockers — qu'ils peuvent se frayer leur propre chemin contre la volonté des fonctionnaires bureaucratés des syndicats et des partis installés dans le régime. Cette leçon ne sera pas perdue.

Au moment même où la coalition impérialiste mettait au point « les accords de Londres », les dockers anglais s'engageaient dans leur lutte magnifique. C'est un symbole : deux mondes s'affrontent. Il faut être avec l'un ou avec l'autre. Les conservateurs de toutes espèces, ceux qui veulent maintenir le statu quo, et la coexistence pacifique entre les classes, parce qu'ils redoutent la révolution prolétarienne, n'ont plus leur place.

Bien des embûches, des échecs, des trahisons seront à surmonter. Mais au travers de ces épreuves, les travailleurs d'Europe se préparent à la lutte gigantesque et décisive qui décidera de la guerre ou de la paix, de la décadence de l'humanité ou de son accession à une forme supérieure de civilisation : le socialisme.

Stéphane JUST.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

REDACTION, ADMINISTRATION

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) - Tél.: CEN. 68-96



SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

Mendès appelle en renfort la S.F.I.O.

PARTICIPATION, NI SOUTIEN!

LA VÉRITÉ n'a cessé de le répéter, Mendès-France, porté au pouvoir avec les voix des députés socialistes et communistes, est, sous des dehors plus adroits et plus souples, l'ennemi mortel des travailleurs, à l'égal de ses prédécesseurs Laniel et Pinay. Ce que nous étions seuls à dire sera bientôt reconnu de tous.

Certes, l'habile metteur en scène de Marly-le-Roi sert la bourgeoisie française avec plus d'efficacité que ses prédécesseurs. Il a gagné, grâce à la complicité du Kremlin, obtenir d'Ho Chi Minh des concessions inespérées. Il a déblayé la route atlantique de l'obstacle de la C.E.A. Il a gagné pour le colonialisme un répit — un court répit, il est vrai — en étouffant l'affaire, en permettant à Martinoud-Deplat d'être réélu président du parti radical, en reconstituant, malgré quelques adversaires irréductibles à l'Édifiant, l'union sacrée de la bourgeoisie, le front unique de classe du grand patronat derrière son gouvernement. Il ne manque à la fête que les dirigeants socialistes ; mais ceux-ci, qui savent que les travailleurs ne croiront plus longtemps, s'ils y ont jamais cru, au mythe Mendès-France-homme-de-gauche, hésitent à s'y engager.

MENDES AU PIED DU MUR
Ces thèses-miraculeuses du capitalisme français du moment où, après la bénédiction de de Gaulle et d'Herriot, il va chercher à Washington la consécration suprême pour un homme politique français, la bénédiction de Wall Street (et le flot de dollars sans lesquels le capitalisme français ne peut survivre), est en réalité au pied du mur. Ou sont les promesses fumeuses d'une économie renouée, rajeunie, d'une augmentation générale du niveau de vie du peuple, de logements, d'écoles, de laboratoires ? Il

ne reste que la froide réalité d'un capitalisme épuisé, sclérosé, incapable de toute réforme sérieuse, incapable de faire face à la concurrence étrangère, même par la sur-exploitation des masses. Le froide réalité du plan Édgard Faure-Laniel, devenu le plan Édgard Faure-Mendès, plan de concentration du capital au profit des trusts, que depuis du peuple d'un budget qui dissimule à peine un déficit accru de plusieurs centaines de milliards — et rien pour les écoles, rien pour les logements, rien pour

les laboratoires, rien pour les anciens combattants, rien pour les chômeurs, rien pour les fonctionnaires, rien pour le peuple.

M. Mendès-France a pourtant pris deux mesures importantes, il a « reclassé » la police (il fait bien consacrer le commissaire Dides de ses crédits) et, en son politicien radical-socialiste, il fait construire un cours complémentaire dans sa bonne ville de Louviers.

Cependant, les négociations tunisiennes s'enlisent dans l'impasse, l'im-

périalisme refusant toute conclusion sérieuse ; et les patriotes tunisiens, les fellaghas, refusent d'abandonner le combat sans trêve, et se préparent à l'empêcher si les négociations sont rompues. Cependant, le sultan du Maroc refuse d'abandonner, et l'effroyable régime de terror, que le gouvernement Mendès continue à faire peser sur le peuple marocain ne peut briser sa volonté de lutte. Cependant, bien que l'émir ait déclaré avec un cynisme ingénu : « En Algérie, il n'y a pas de problème : l'Algérie, c'est la France », le peuple algérien est d'un avis différent. Au Sud-Vietnam, les positions françaises, maintenues par la paix de Genève, se détériorent rapidement, les cliques rivales de laquais français et américains s'affrontent les armes à la main, dans l'hostilité générale du peuple.

UNE SITUATION PRECAIRE

Seule une conjoncture économique mondiale favorable, due au maintien des armements américains à un niveau élevé, et un afflux de dollars constant, a permis pour l'économie française un minimum de stabilité. La seule porte d'entrée pour elle, à l'heure où la reconstruction et l'extension des cartels économiques franco-allemands. Ceux-ci confèrent à Paris en marge de l'entrevue Mendès-Alexander, et le succès de la première conférence commandait celui de la seconde.

Cette tentative de renflouer le capitalisme français moribond par l'appui du capitalisme allemand, plus dynamique — au prix de l'ouverture de l'Afrique du Nord aux capitaux allemands — est la seule réalité de la fameuse « expérience P.M.F. », voilà tout ce qui se cachait derrière les gros titres sur la Sarre, alternativement pessimistes ou optimistes, dans le meilleur style « Tout est rompu, mon genre » de Labiche, de la presse aux ordres.

Mendès sait tout cela. Il est conscient de l'extrême fragilité réelle de l'équilibre social sur lequel repose son gouvernement. Il sait que s'il est prêt, pour éviter les grèves, à accorder encore quelques miettes à diverses catégories de travailleurs, en s'efforçant de les diviser, ce qu'il accordera sera totalement disproportionné avec les besoins des masses, avec la misère de millions et de millions de Français. C'est pourquoi il recherche pour son gouvernement, avant l'épreuve de force qu'il prévoit avec le peuple, l'appui de ministres socialistes qui lui serviront d'otages. Ceux-ci acceptent-ils de jouer ce rôle ? Quels peuvent être leur rôle ?

G. BLOCH.

(Suite page 4)

M. Mitterrand : « Nous donnerons des logements aux Algériens. »



LES PLANS SONT DÉJÀ DRESSÉS POUR LA PROCHAINE RESIDENCE DE MESSALI HADJ

LES DOCKERS AU COMBAT

(De notre correspondant à Londres)

Londres, le 20 octobre
Le port de Londres est complètement immobilisé. Les 22.000 dockers et 4.900 bateliers y sont en grève. Dix mille dockers à Liverpool et Birkenhead, 2.000 à Hull ont débarrasé par solidarité.

Cette grève présente deux aspects essentiels : la lutte du combattif syndicat national des manutentionnaires et dockers (NASDU) contre les heures supplémentaires obligatoires, et comme conséquence sa lutte pour obtenir le droit de négocier au nom de ses membres.

LA TRAHISON DES BUREAUCRATES SYNDICAUX

La grande majorité des dockers britanniques est membre du syndicat des transports et des travailleurs généraux (TGWU), un énorme syndicat comptant près d'un million et demi de travailleurs appartenant à treize corporations différentes, dont le secrétaire général est maintenant Arthur Deakin, leader actuel des Trade Unions.

Les dockers, les plus combattifs parmi les travailleurs anglais et ont une grande tradition de luites, appartiennent à un des syndicats les plus bureaucratiques. Ils ont mené les plus grandes luites, pendant la guerre, mais toujours sous la direction de comités issus de la base. Leurs batailles ont été menées non seulement contre les patrons et l'appareil d'État, mais également contre leur propre syndicat et ses dirigeants nommés d'en haut.

Jusqu'à maintenant, le NASDU n'organise que 7.000 dockers (sur un total de 50.000) et seulement à Londres. Cependant, il y a quelques semaines une grève éclata à Hull (grand port de la côte Est). Les dockers, tous membres du syndicat de

Deakin triomphèrent, bien qu'un nouveau leur propre syndicat ait complètement avec les employeurs pour écorner la lutte des militants de base. Immédiatement, presque la totalité des membres du TGWU donna son adhésion au NASDU. Ils furent suivis par 2.000 dockers de Birkenhead (avant port de Liverpool, deuxième port britannique), qui, dans le passé, avaient eu d'ânières déceptions avec les bureaucraties de Deakin.

Depuis le début de l'année, le NASDU avait entrepris une lutte contre le patronat au sujet des heures supplémentaires. Les employeurs avaient mis sur pied un système d'heures supplémentaires obligatoires, avec des pénalités pour les récalcitrants. Le syndicat soutenait le principe que les heures supplémentaires ne peuvent être volontaires. Le 15 janvier, lorsqu'un de ses membres fut sanctionné pour avoir refusé de

(Suite page 3)



LES APEROS PROGRESISTES

Quand vous prenez l'aperitif, vous ne savez pas que vous pouvez, ce faisant, rendre un signalé service à la cause de la paix « L'Humanité-Dimanche » a changé tout cela.

Dans ce numéro de 4 septembre, un article nous chante les louanges du parti R... dont le patron veut bien financer quelques manifestations stalinistes (Fête de « L'Humanité » entre autres). Donnant, donnant. Sachez que Monsieur R... a une entreprise mo-

MEETING CHEZ RENAULT : "Nous libérerons Messali!"

Le vendredi 15 octobre 1954, sur la Place Nationale de Boulogne-Billancourt, les travailleurs se rassemblèrent autour d'une voiture radio.

C'était la première réunion publique que le Comité pour la Libération inconditionnelle de Messali Hadj a organisé aux Usines Renault. Dans l'assistance on se trouvait mille travailleurs et les ouvriers nord-africains et les

travailleurs français, on écoutait attentivement les orateurs qui parlaient de Messali Hadj, de sa déportation, des souffrances du peuple algérien, de sa lutte nécessaire.

Le camarade Daniel Renard, ouvrier dans l'entreprise, après avoir fait un bref exposé du rôle du Comité passa la parole à Yves Déchezelles, avocat à la cour. Pendant dix minutes, Déchezelles de-

nonça avec force le caractère illégal de la détention du leader national algérien, montra que ce pays peut arracher Messali des grilles de l'impérialisme. Il termina en demandant à tous, que soit leur appartenance politique ou syndicale, de rejoindre le comité pour la libération de Messali Hadj, de soutenir son action. Les applaudissements qui saluèrent la fin de ce discours démontrèrent la mesure de l'approbation des travailleurs présents.

De fait, les responsables syndicaux FO et CFTC de l'entreprise avaient déjà donné leur appui à l'initiative du comité. Et après Yves Déchezelles c'est un camarade de Force-Ouvrière qui prend la parole. Le micro est ensuite donné à un camarade du MTLD et ce meeting se conclut par les vœux unanimes d'une résolution de solidarité à l'égard du peuple algérien et de son dirigeant prolétarien.

Il est profondément regrettable que sur une question élémentaire de défense des libertés démocratiques la CGT ait éprouvé le besoin de faire cavalier seul et de ne pas participer avec les autres dirigeants syndicaux de l'entreprise à une manifestation qui n'au-

(Suite page 2)

POLICE ET CONTENTIEUX

Le « statut européen » de la Sarre a déjà commencé à porter ses fruits, ce qui prouve que l'organisation de police de l'impérialisme en Europe n'a pas l'intention de perdre de temps.

Le journal du Parti Communiste qui avait protesté contre le projet, veut d'être interdit pour un mois. La répression contre le mouvement ouvrier est évidemment une façon commode de faire passer la main à M. Mendès-France. Signalez-le !

dèle qui en fait son centre d'attraction international. Vous prétendez que les betteraves et autres défilateurs sont des champions de la pourriture capitaliste ? Vous oubliez qu'aucun aperitif n'est aussi léger que le pastis à la menthe, et que ses composants sont des stimulants des fonctions rénales et de l'estomac.

Et puis, seriez-vous capables, vous d'avoir un Ile, à jouer posé sur la mer, pour y éléver des colombes de la paix et y « faire » diffuser un musée de la paix ? Non, n'oubliez pas ? Alors, taisez-vous, et, au lieu

LA LUTTE DES PEUPLES MAJORITAIRES

« LE MAROC EST EN FUTURE INDOCHINE »

(Déclaration de Mr William Douglas)
Juge à la Cour Suprême des U.S.A.

Mr WILLIAM DOUGLAS vient de voyager au Maroc. Il livre ses conclusions à la revue américaine "Look"...

au Maroc il est d'ordre social. Phrases creuses qui signifient qu'au Maroc, les problèmes politiques ne se trouvent pas posés...

RIEN N'ARRÊTERA LE COMBAT DU PEUPLE MAROCAIN POUR L'INDEPENDANCE

Demi-mesures, miettes et compromis partiels ne peuvent constituer des éléments sérieux de solution aux problèmes posés...

De son côté, le 27 août 1954, M. Mendès-France a réaffirmé que seul le Sultan-Lautche Ben Arafa représentait la légitimité...

Le style Mendès-France, dans ce domaine comme dans tous les autres, consiste à discourir, à promettre, à donner quelques miettes...

P. MULLER.

Le M.T.L.D. contre les capitulaires

LA PLATE-FORME DU CONGRES NATIONAL

Les discours démocratiques du président du Conseil, ses belles promesses ne préserveront pas la domination du colonialisme.

Le M.T.L.D. a trouvé son expression dans le mot d'ordre du Congrès National Algérien. L'acte de révolte est la formation professionnelle...

Sous la signature de Lahouel, Benhabedja et Khouane, le 10 décembre 1953, l'ex C.C. a posé un projet de programme pour l'éventuel et espéré Congrès National.

En de fait, en opposition au programme d'action soi-disant immédiat accessible, l'indépendance est reléguée au chapitre des principes...

C'est la séparation est déjà tout un programme. En effet, le programme d'action d'un parti révolutionnaire luttant contre l'impérialisme est un tout...

Mais après 1945, le PCF a pratiqué une politique systématique de collaboration des classes...

Quant à nous, militants du PCI, nous luttons pour que le sacrifice de 22 militants trotskistes, Marc Borel, Pierre Guéguen et des 25 militants du PCF fusillés à Chateaubriant le 22 octobre 1941 ne soit pas inutile.

R. VALLETTE.

M. Mendès-France, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères va en Tunisie, c'est M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur qui va en Algérie...

« Réaliste », Mitterrand a fait certainement lorsqu'il annonça un plan quadriennal pour le développement économique...

Mais quand il parle de « l'économique », le programme qui réclame de Mitterrand s'estompe, et ses plans deviennent moins précis...

LA REVENDICATION LA PLUS IMMEDIATE DU PEUPLE ALGERIEN C'EST L'INDEPENDANCE

En Algérie, l'économie, les finances, la terre, l'administration, la justice, etc. tout est entre les mains de l'impérialisme français...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

Mais cette démagogie répond à une réalité, la misère des masses algériennes, la sous-alimentation, la discrimination raciale...

« Réaliste », Mitterrand a fait certainement lorsqu'il annonça un plan quadriennal pour le développement économique...

Mais quand il parle de « l'économique », le programme qui réclame de Mitterrand s'estompe, et ses plans deviennent moins précis...

LA REVENDICATION LA PLUS IMMEDIATE DU PEUPLE ALGERIEN C'EST L'INDEPENDANCE

En Algérie, l'économie, les finances, la terre, l'administration, la justice, etc. tout est entre les mains de l'impérialisme français...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

Le contingent contre les fellagas

LA VERITE a déjà dénoncé le bluff qui précède. M. Mendès-France comme un bon petit président « progressiste » tandis que les méchants colons colporteraient derrière son dos la répression en Tunisie...

Jusqu'à hier les journaux des grands partis ouvriers se sont tus, « oubliant » d'informer le prolétariat français du sort qui est fait aux conscripts dans l'Afrique du Nord...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

22 Octobre 1941

Le 22 octobre 1941, il y a treize ans 27 militants du parti communiste tombaient sous les balles nazies. Cette fusillade marquait le début d'une longue période de terreur pour la classe ouvrière française...

Mais après 1945, le PCF a pratiqué une politique systématique de collaboration des classes...

Quant à nous, militants du PCI, nous luttons pour que le sacrifice de 22 militants trotskistes, Marc Borel, Pierre Guéguen et des 25 militants du PCF fusillés à Chateaubriant le 22 octobre 1941 ne soit pas inutile.

R. VALLETTE.

L'ANARCHIE DE LA BUREAUCRATIE REGNE

POUR permettre de se faire une idée plus précise des possibilités et des implications économiques du travail forcé en URSS, il nous faut un aperçu des méthodes de l'administration et de l'organisation du travail.

Tous les camps relèvent aujourd'hui du Ministère de l'Intérieur. Avant la mort de Staline les camps « de régime », où se trouvent exclusivement des prisonniers politiques, étaient administrés par le Ministère pour la Sécurité d'Etat...

Mais à peine le dictateur était-il dans son cercueil que ses successeurs procédèrent à la dissolution du tant redouté MVD, pour ne laisser subsister de cette institution — qui sema la peur pendant tant d'années — que de pauvres débris qui mènent une ombre d'existence dans le cadre du Ministère de l'Intérieur.

Pratiquement, d'ailleurs, la différence entre les deux réside dans la couleur de leurs galons ; car les policiers rouges, bleus et verts, de même que les soldats de l'armée, ne sont que des ouvriers et des paysans soviétiques accomplissant leur service...

MEETING CHEZ RENAULT

(Suite de la première page) rait du souffrir aucune division. Après ce meeting, nombreuses furent les absences, que comité enregistré, aussi bien parmi les camarades français qu'algériens.

La manifestation du 15 octobre chez Renault est une immense pas en avant de solidarité entre les peuples colonisés et métropolitain. La lutte contre la répression existante n'est plus qu'un privilège des coloniaux seuls...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

ASSISES DE SANG EN TUNISIE

EXIGEONS LE RAPPEL DU CONTINGENT H. LANGLOIS

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

MEETING CHEZ RENAULT

(Suite de la première page) rait du souffrir aucune division. Après ce meeting, nombreuses furent les absences, que comité enregistré, aussi bien parmi les camarades français qu'algériens.

La manifestation du 15 octobre chez Renault est une immense pas en avant de solidarité entre les peuples colonisés et métropolitain. La lutte contre la répression existante n'est plus qu'un privilège des coloniaux seuls...

« e) Suppression effective des communes mixtes et des territoires du Sud... »

M. Mitterrand vient de déclarer au Congrès des Maires d'Algérie qu'il fixait à sa politique néo-colonialiste ce but...

LES NOUVEAUX ACCORDS

L'ELABORATION des accords de Bonn et de Paris, leur dépôt devant le Parlement, et la fixation de la date du débat de ratification, avaient entraîné en quelques semaines. L'élaboration des traités redonnant sa souveraineté à l'Allemagne Occidentale, l'intégration dans le Pacte Atlantique, l'adhésion à l'Union de l'Europe Occidentale, et la fixation de la date du débat de ratification au Parlement français, n'auraient demandé que quelques mois.

Ce triple galop est imposé à la diplomatie occidentale par des besoins pressants. Les échecs subis en Asie par suite de succès des peuples coréen et vietnamien avaient profondément lézardé la coalition atlantique. L'impérialisme américain se devait de mettre tout en œuvre pour colmater les brèches — ce fut le pacte du Sud-Est asiatique — et renforcer, par ailleurs, la coalition, en y intégrant la plus puissante bourgeoisie de l'Europe continentale, qui n'y participait pas encore activement.

Les accords de Londres, précisés à Paris, se heurtèrent sans doute à de grandes réticences à l'Assemblée Nationale ; il est évident qu'abandonner les rênes de grandeur, ils ont néanmoins toutes chances d'être ratifiés. M. Mendès-France fera sonner quelques millions de dollars, et surtout se prévaudra de l'accord sur la Sarre, qui en concédant certaines possibilités d'investissement aux capitaux allemands, maintient le contrôle économique que la France, provisoirement tout au moins.

LES CONTRADICTIONS IMPERIALISTES SUBSISTENT

Provisoirement... car il est certain que, dès que la bourgeoisie allemande aura obtenu la mise en application des accords de Londres et de Paris, sa souveraineté, son armée, elle reprendra — que soient ses engagements antérieurs — la question de la Sarre, sur un biais ou par un autre. La Sarre est un trop gros morceau pour que la bourgeoisie allemande l'abandonne sans arrière-pensée ; 3 millions de tonnes d'acier brut, plus de 3 millions de tonnes de laminés, 2 millions 7 de fonte, et 15 millions de tonnes de charbon par an, sans compter les industries de transformation. Elle pourra d'autant mieux le faire que les Sarrois veulent leur rattachement à l'Allemagne. Parce qu'ils sont Allemands !

L'entrée de l'Allemagne Occidentale de plein pied dans la coalition, sera d'ailleurs une nouvelle étape. De conflit à l'intérieur de la coalition. Les bourgeoisies anglaise et américaine tenteront de s'appuyer sur elle dans leurs rivalités. Tandis que la bourgeoisie allemande tentera de jouer son propre jeu. Les accords de Londres n'ont pas éliminé les contradictions inter-impérialistes, ils leur ont donné un nouveau cadre.

UN PRECIEUX ENSEIGNEMENT

Mais pour les prolétaires, l'histoire des luttes intestines inter-impérialistes de ces derniers mois, la manière dont elles ont été surmontées est un enseignement pour l'avenir. La coalition atlantique est cimentée par des intérêts trop puissants : la nécessité du maintien de l'économie

d'armement pour éviter la crise économique, le besoin de empruntations de reconquérir les débouchés perdus par suite des victoires révolutionnaires, pour laquelle éclate sans la seule pression des divergences entre la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie internationale. Les accords de Londres et de Paris ont permis l'incorporation de l'Allemagne Occidentale dans le Pacte Atlantique, ils n'ont pas modifié le rapport de forces entre le prolétariat et l'impérialisme. Europe. C'est sur les aspirations des prolétaires et leur lutte qu'il faut s'appuyer pour détruire la coalition impérialiste.

L. MENADIER.

Camarade Abonne - toi

6 mois : 200 francs. 1 an : 400 francs ;

C.C.P. : Société de Presse, d'Édition et de Librairie, 6032-01 PARIS.

Les dockers au combat

(Suite de la première page) faire des heures supplémentaires, le syndicat interdit à ses membres d'en effectuer aucune.

LES DOCKERS ENTRENT EN LUTTE

Les employés refusant de négocier tant que l'interdit ne serait pas levé. Le syndicat de Deakin, malgré l'engagement pris avec le NASDU de ne pas négocier séparément, passa un accord avec le patronat concernant les denrées périssables. Les membres du NASDU, pensant que le syndicat Deakin voulait les éliminer des docks, se mirent en grève. Le sept mille dockers en grève furent rapidement suivis par tous les autres dockers de Londres — membres du TGWU. Ces dockers se sollicitèrent, non seulement à cause de la traditionnelle solidarité de la corporation, mais aussi parce qu'ils approuvaient la lutte des NASDU. La grève est maintenant devenue une épreuve de force entre le NASDU et les militants du syndicat de Deakin, d'une part, et les employés, le gouvernement et le bureau de la TGWU d'autre part.

LES STALINIENS S'ABOIENT LE MOUVEMENT

Deakin a perfidement dénoncé le NASDU et les « agitateurs communistes » responsables, selon lui, de la grève. Cependant, le rôle du P.C. a été pratiquement inexistant, et d'ailleurs provoqué l'indignation de ses militants. Quand les dockers de Hull rejoindront le NASDU, Polbitz, secrétaire général du parti les attaqua pour avoir quitté le syndicat Deakin et appela à l'unité dans la lutte pour la démocratisation du TGWU.

Un des deux membres du Parti Communiste faisant partie du Comité

Crise du système bureaucratique en URSS "DES FETTES GROSSIERES SONT CROQUEEES"

Le cours Malenkov trouve son origine dans la réaction, par la bureaucratie d'un nouvel équilibre entre les forces sociales en présence : le prolétariat, la paysannerie et la bureaucratie.

D'un côté il s'agit de resserrer les différentes tendances de l'oligarchie du Kremlin dans une gestion collective du pouvoir. D'un autre côté, du chef et la tentative de réorganisation de l'appareil d'Etat dans le souci de rendre le contrôle bureaucratique plus efficace.

De l'autre côté, apparaît un tempérament impatient populaire en promettant un relèvement rapide dans les deux ou trois années à venir, du niveau de vie.

LE PAIN

La bureaucratie soviétique s'est vue contrainte, pour commencer, de faire tomber quelques pans des glorieuses affirmations sur le développement harmonieux de la société socialiste et la marche accélérée vers le communisme. Mais la réalité était toute autre, et il fallut bien montrer les plaies les plus criantes du régime.

Khrouchchev, nommé secrétaire général, fut chargé d'avouer, au nom du Parti, ce que tout citoyen soviétique constatait tous les jours : un déclin de l'état lambeauté de l'agriculture.

Khrouchchev débute en septembre 1953 par un rapport au Comité Central dans lequel il décrit la stagnation de la production agricole. Néanmoins, il précise : « En gros, nous couvrons les besoins indispensables du pays en cultures céréalières, en

ce sens que les besoins en blé de notre pays sont satisfaits, que l'Etat dispose des réserves nécessaires et que nous exportons certaines quantités de blé ».

Or, c'est à cette base qui semble désormais acquise, Khrouchchev propose d'ouvrir à une augmentation rapide de l'élevage ainsi que de la culture de la pomme de terre, des légumes et des fruits, afin de pouvoir fournir aux habitants une nourriture plus riche et plus variée. Pour la viande et les produits laitiers, principalement, il déclare : « Il est d'une importance vitale pour le pays d'assurer un développement des plus rapides de l'élevage ; c'est à l'heure actuelle la tâche la plus pressante du Parti et de l'Etat dans le domaine agricole ».

LES AVEUX

Il n'a suffi que de quelques mois pour qu'en mars 1954 toutes ces déclarations catégoriques et sans réserve soient rendues en cause. A son plein du 2 mars le Comité central est, en effet, obligé de reconnaître la pénurie de céréales : « Le C.C. du Parti remarque que le niveau actuel de la production de céréales tant en ce qui concerne la récolte brute que la part marchande ne couvre pas les besoins croissants de l'économie nationale ».

Adieu, veau, vache, cochon, coucou... Nous voilà ramenés à plus de vingt ans en arrière, à l'époque où Staline disait, déjà au XVII Congrès du P.C., en mai 1930 : « Le problème des céréales est bien actuellement la clé du sort de l'économie, en ce sens que sa solution nous permettra de résoudre presque tous les autres problèmes ».

En réalité, tout donne à croire que la situation était telle, à l'époque de la mort de Staline, que la bureaucratie s'est vue contrainte d'entamer les réserves de l'Etat pour éviter la pénurie de pain.

Pour écarter toute aggravation dans le ravitaillement de la population, Malenkov a été poussé à hypothéquer l'Etat. C'est ce qu'il a fait, dernier le reconnaît implicitement : « Un décalage s'est établi entre la quantité de céréales mises à la disposition de l'Etat et l'augmentation des dépenses à cet égard. La situation est telle qu'il faut réaffirmer que l'économie socialiste planifiée ne peut s'enrichir sans la création de réserves gouvernementales en blé et leur renouvellement annuel ».

NASSER sur la corde raide

L'ACCORD signé au Caire entre l'Égypte et l'Angleterre ouvre sans doute une nouvelle phase dans l'histoire de la lutte de libération des pays arabes du Moyen-Orient.

Derrière les coups de clairon de Nasser et Salah Salem, la réalité des accords est claire : par la garantie donnée à la Turquie, puissance faisant partie du Pacte Atlantique, l'Égypte abandonne définitivement la neutralité et s'engage dans la participation effective au dispositif stratégique et militaire inter-impérialiste.

L'accord signé par Nasser est intimement lié à l'accord de 1950. C'est pourquoi l'accord Sidky-Bevin de 1946, à plus forte raison que les propositions faites par Mohammed Salaheddine, au nom du gouvernement égyptien en 1950. Proclame que l'accord Nasser-Nutting est un succès pour le peuple égyptien, c'est oublier que le peuple égyptien avait en 1946 refusé l'accord Sidky-Bevin.

Mais il reste bien des questions à régler pour que l'unité effective soit réalisée : — en Syrie, les élections récentes ont été un succès anti-impérialiste éclatant, mais, pendant un temps, empêche toute coordination d'ensemble. — En Égypte même il reste l'inconnue des Frères Musulmans.

On comprend, dans ces conditions, que la raison principale du retard de la signature, ces derniers mois, ait été non « la mauvaise volonté » britannique mais le refus de l'Angleterre de laisser la dictature militaire pour empêcher toute expression du mécontentement populaire. L'élimination de Naguib et des partisans du retour à un régime parlementaire, puis la lutte à Damas entre les Frères Musulmans ont été les étapes d'un combat dont Nasser sort apparemment vainqueur.

Pour combien de temps ? La Victoire de Nasser est la victoire de tous les éléments pro-impérialistes dans tous les pays arabes ; la presse qu'ils inspirent en a profité pour déclencher une campagne de retour à la « neutralité » de ces pays et pour leur imposer un rythme rapide dans le bloc occidental — aussi bien au Liban et en Syrie qu'en Irak ou au Nord-Soudan sa dictature.

Il semble que les Frères aient transféré le centre de leur activité du Caire à Damas, et entendent à partir de Damas, poursuivre une lutte souterraine de formation terroriste contre le gouvernement égyptien.

L'expérience des dernières années montre que les régimes de dictature n'ont dans les pays du Moyen-Orient pas plus qu'ailleurs, le caractère de démocratie parlementaire bourgeoise. L'incapacité à résoudre les problèmes sociaux, à réaliser l'indispensable réforme agraire, amène généralement à leur décomposition et à leur chute. Nasser étouffé à long terme le sort de Chichakly ? L'attentat manqué qui vient d'avoir lieu contre lui n'est certainement pas le dernier.

LES RAISONS DE L'ÉCHEC

Et pourquoi ce triste résultat ? Le C.C. nous l'explique :

« En fin, la bureaucratie se voit obligée d'avouer la pagaille de sa propre gestion : « Une des causes fondamentales de la rupture entre le niveau de développement de la production et la réalité et les besoins croissants de la population, réside dans les fautes grossières tolérées par le « Gosplan », le système de l'Agriculture et le ministère des « sovkhos » dans la planification des surfaces ensemencées. A la suite d'une application stéréotypée du système de culture céréalière, sans tenir compte des particularités des différentes zones du pays, les ensemencements des céréales allaient en augmentant en Ukraine, dans les régions du Caucase du Nord, dans les régions de la Volga et dans les zones de terre noire ».

Sous l'ère de Khrushchev, dans les régions du Caucase du Nord, dans les régions de la Volga et dans les zones de terre noire, il est facile de comprendre que les kolchozistes laissent les souches envahir les terres cultivées, ne réalisent pas les normes exigées bureaucratiquement par l'Etat, et tentent de se soustraire à la planification.

Poussée par la nécessité impérieuse de l'économie soviétique, les dirigeants dans les délais les plus brefs, la bureaucratie soviétique ne disposait que d'une solution : envahir de nouvelles terres jusqu'à présent incultes. Nous allons dans le prochain article comment la bureaucratie a pu s'acquitter de cette tâche.

BOIVIN.

de tous les pays

BRESIL

Les élections qui viennent de se dérouler ont vu la défaite du parti de Vargas, lequel, on le sait, se suicida après avoir été impliqué dans un meurtre sensationnel. Ces résultats traduisent mal la tendance des masses, qui voient en Vargas une tendance « gauche » et anti impérialiste, mais qui, en fait, a composé avec Wall Street. Les staliniens, dont le parti est d'ailleurs illégal, n'ont pas accordé cette fois leurs voix au parti travailliste. Ces résultats traduisent un nombre minime de suffrages.

BOLIVIE

Les deux ministres qui représentent les syndicats au gouvernement, Lechin, ministre des mines, et Antezana, ministre du travail, ont remis leur démission. La politique de plus en plus pro-américain du gouvernement, qui consiste notamment à saboter la nationalisation de l'étain et la réforme agraire, a contrarié le mouvement du Mouvement National Révolutionnaire (parti gouvernemental) à rompre avec la petite bourgeoisie de l'aile droite, sous la pression des syndicats.

IRAN

Des officiers « communistes » de l'armée iranienne ont été assassinés par les milices fanatiques Zahedi aux ordres du cartel pétrolier anglo-américain. Des milliers d'arrestations et de condamnations sont annoncées. Est-ce à dire que le régime communiste tout iranien qui s'oppose à la mise aux enchères de son pays par les valets des grandes compagnies pétrolières, a été vaincu ? Non, car le Shah lui-même irait prendre prochainement les ordres à Londres et à Washington.

ALLEMAGNE ORIENTALE

La presse bourgeoise fait grand scandale autour de élections organisées par les staliniens dans la zone orientale, et qui ont naturellement vu la victoire d'une liste unique sans oppositions.

Mais les buriens allemands ont clairement manifesté le 17 juin 1953 que, s'ils étaient violemment hostiles à la bureaucratie stalinienne, ils n'étaient pas pour autant des partisans d'Adenauer, comme le font croire et les staliniens et les impérialistes, une fois de plus un contre la classe ouvrière.

LA CLASSE OUVRIERE ALLEMANDE

La classe ouvrière allemande veut reconstruire son unité contre les bureaucraties staliniennes et contre la bourgeoisie allemande.

YOUGOSLAVIE

Interrompus depuis six ans, les rapports commerciaux avec les pays de l'Est reprennent. Les échanges diplomatiques se multiplient également, et font très significativement apparaître la participation de Belgrade à été célébrée avec la participation de représentants soviétiques. L'URSS et les démocraties populaires ont cessé leurs contacts avec le renversement de Tito. Cependant, ce serait une erreur que de croire que cette détente dans le cours de la politique soviétique portait un tournant important dans la politique yougoslave. Tito vient de déclarer qu'il souhaitait un rapprochement avec le bloc de son pays, une réorganisation de défense européenne. De même, l'abandon de Trieste (approuvé d'ailleurs par l'Union Soviétique) marque son désir de restaurer des relations normales avec son voisin occidental immédiat et de renforcer la défense de l'Europe du Sud-Est.

REGNE DANS LES CAMPS DE TRAVAIL

« Nous la publication de l'enquête : LES CAMPS SOVIETIQUES » par Brigitte Gerland, journaliste et ancienne déportation du cercle arctique.

« Nous la publication de l'enquête : LES CAMPS SOVIETIQUES » par Brigitte Gerland, journaliste et ancienne déportation du cercle arctique.

« Nous la publication de l'enquête : LES CAMPS SOVIETIQUES » par Brigitte Gerland, journaliste et ancienne déportation du cercle arctique.

chef du camp, qui en moyenne trois à quatre mille prisonniers à nourrir et à vêtir, doit-il prendre l'argent ? Il n'a d'autre ressource que de bombarder à chaque fin de mois le Ministère de l'Intérieur de télégrammes et de coups de téléphone désespérés dont le sens est toujours le même : « Nous n'avons plus de pain, nous n'avons plus de savon, nous n'avons plus de sucre, nous n'avons plus de pain, nous n'avons plus de sucre, nous n'avons plus de pain, nous n'avons plus de sucre... »

LA GUERRE DES BUREAUX

Le chef du camp se met alors avec décision sur le pied de guerre, et entame un procès contre les entrepreneurs insolubles, un des innombrables procès que les institutions d'Etat s'entre-tiennent réciproquement, inlassablement. Naturellement il gagne, car ses réclamations sont justifiées. Mais sa victoire juridique n'est que temporaire, car les caisses ne se remplissent pas pour si peu et l'on continue tranquillement à devoir des milliers de roubles.

L'ultima ratio de la direction du camp consiste à retirer au débiteur ses travailleurs. Ceci se produit très fréquemment. Nous étions, par exemple, pendant l'hiver 52, employés dans la ville de Vorkouta à la construction d'un grand hôtel, dont nous avions juste terminé les fondations quand l'argent manqua au Combinat Dorostoi. Les chefs de camp se refusèrent unanimement à mettre plus longtemps de la main-d'œuvre à la disposition de la société gravement endettée. La lutte dura cinq mois pendant lesquels les fondations du bâtiment, conçu dans le style grandiose, furent complètement abandonnées par les employés négligés. Lorsque le combinat eut enfin réussi à se procurer des crédits, il fallut tout recommencer depuis le début.

Prises dans ce cercle vicieux, les administrations de camp non plus ne sortent jamais de leurs dettes énormes, leur tour impliquées dans des innombrables procès avec des créanciers impayables, ce qui a souvent des conséquences très désagréables. Nous nous sommes une fois trouvés, dans un petit camp forestier de la région de Tchokora, pendant cinq mois sans lumière, parce que les notes de l'usine électrique qui n'avait pas été payée depuis des années, la victime de ces querelles financières qui font souvent penser à un mauvais plaisant, n'est encore et toujours le travailleur soviétique, au salaire duquel on ne pense jamais quand tout dernier lieu. Tandis qu'un satisfait autant que possible aux exigences matérielles des prisonniers, pour éviter les troubles d'incompréhension, payer, souvent six mois durant, leur salaire aux travailleurs dits libres. La situation des contre-maitres et des techniciens libres dans les régions des camps de travail forcé est, par suite, souvent pire que celle des prisonniers et leur impression peut plus être dite que celle qui est le plus compréhensible, mais exerce à son tour une action négative sur le rendement général.

Mais, sur le papier, les normes sont toujours remplies à cent pour cent !

John WHITE.

Brigitte Gerland (A suivre.)

(Reproduction autorisée avec indication de la source.)

LE FRONT OUVRIER

Coups de poigne... ou offensive ouvrière?

BUX qui s'enthousiasme le plus sur les 6 fr. 50 de Mendès-France... Les travailleurs ont donc accueilli assez froidement «L'os de Louviers»... Dans ces conditions, il s'est dit difficile pour les organisations syndicales de se réjouir...



J. VAN BEVER.

Employés de Banque :

GREVE TRAHIE ET CONGRES BUREAUCRATIQUE

Le Congrès des employés de banque de la Région Parisienne CGT qui vient de se dérouler les 23, 24 et 25 octobre a consacré le divorce entre la volonté des employés de banque de passer à l'action, concrétisée les jours précédents par les grèves unanimes des mécanographes du Crédit du Nord et du CNEP, et celle des dirigeants fédéraux de tous les syndicats qui ont tout fait pour empêcher l'élargissement du mouvement.

graphes laissés volontairement isolés durent reprendre le travail. Les grévistes sont rentrés sans autre déflection, non démoralisés, et devant cette attitude, les banquiers ont dû lâcher quelques avantages à cette catégorie d'employés de banque.

Vers une Conférence ouvrière de la Téléphonie

Après le discours de Mendès-France du 10 octobre, qui a annoncé une augmentation désirée de 650 frs de l'heure au salaire de moins de 20.000, une certaine agitation règne à l'A.O.I.P. (13 arr.). Cette agitation prend la forme de débrayages d'équipes, suivis de réunions d'ateliers avec délégations à la direction. Suite à ces mouvements, les secrétaires syndicaux de l'entreprise se réunissent ensemble et décident d'avoir une entrevue à la direction, afin de discuter et de défendre les revendications du personnel.

Le crime payé M. Mendès-France, sans rire, a donné le 6 fr. 50 aux travailleurs «les plus dévalorisés». Il a renvoyé aux calendes grecques, avec de bonnes paroles, le reclassement du corps enseignant.

Avant le Congrès Confédéral F.O.

En novembre la CGT-FO tiendra ses assises nationales. L'événement est d'importance dans la mesure où, bien que minoritaire, les positions prises par un indéniablement dans la classe ouvrière. Que dans l'ensemble le bilan que rapportera le Bureau Confédéral soit essentiellement négatif, nul ne peut contester. Cependant, afin de tracer brièvement la configuration de ce bilan, notons quelques-uns des aspects positifs.

Travailleurs !

Le tract suivant a été distribué dans plusieurs usines de la région parisienne... Nous sommes en octobre et le reclassement qui devait avoir lieu s'est évanoui en fumée. Les 6 fr. 50 que donne Mendès-France aux moins de 20.000 fr. ne peuvent satisfaire les travailleurs car cette mesure ne touche qu'une minorité d'entre eux en leur apportant une satisfaction désirose.

Le crime payé

M. Mendès-France, sans rire, a donné le 6 fr. 50 aux travailleurs «les plus dévalorisés». Il a renvoyé aux calendes grecques, avec de bonnes paroles, le reclassement du corps enseignant.

Le MTLD contre les capitulaires

(Suite de la page 2) Car peut-on raisonnablement assurer le développement de la culture nationale algérienne, la scolarisation totale de l'enfance algérienne, la lutte contre le chômage, les taux, la suppression des bidonvilles, etc., sans que le peuple algérien recouvre sa souveraineté.

37e Anniversaire de la Révolution d'Octobre

Le Cercle Lénine vous invite à assister à la Conférence suivie de débat qui aura lieu le VENDREDI 5 NOVEMBRE, A 20 HEURES 30, au Palais de la Mutualité (Salle G), 24, rue Saint-Victor.

Mendès fait appel à la S.F.I.O.

(Suite de la première page) Les travailleurs, las de tant de dupes, las de leurs divisions, ouvrent et ouvriront chaque jour davantage les yeux sur leurs véritables intérêts.